

ÉLECTIONS CANTONALES

Les propositions des candidats socialistes pour la Meuse



Vos 14 candidats pour changer de majorité

Que tous ceux qui soutiennent le gouvernement FILLON-SARKOZY le disent !

Il n'est pas possible de se présenter sans Etiquette le 20 mars et de soutenir le gouvernement et les députés et sénateurs UMP le lundi 21.

Face à ceux qui parlent d'humaniser les maisons de retraites en Meuse et qui à Paris, suppriment des postes d'infirmières et d'aides soignantes.

Face à ceux qui en Meuse disent soutenir l'école et qui à Paris, décident de supprimer des dizaines de postes pour la Meuse

Face à ceux qui parlent de solidarité en Meuse et qui détruisent les régime de retraite.

Face à ceux qui vous parlent de ruralité en Meuse et qui soutiennent ceux qui votent la loi de reforme territoriale qui la détruit.

Vous trouvez les socialistes.

Oui, il faut de la clarté en politique !

Voici la déclaration de candidature de tous les candidats socialistes meusiens. Ils portent un projet clair pour la Meuse, ils proposent des choix, ils s'opposent au gouvernement Fillon Sarkozy.

Ce texte les engage tous devant vous.

Il s'appuie sur le travail des autres élus socialistes dans les communes, au conseil général, au conseil régional, à l'Assemblée nationale.

Avec les socialistes : voici des propositions, une méthode, de la responsabilité.

X Nous nous battons contre la Réforme des Collectivités mise en œuvre par la Droite :

Oui, à une réforme, mais celle qui respecte les citoyens et les territoires ; cela passe par l'abrogation de la loi de 2010, le maintien des niveaux de collectivités actuelles, une meilleure adaptation du nombre d'élus à la population et l'introduction d'une dose de proportionnelle, et la définition d'un chef de file pour chacune des compétences.

X La préoccupation environnementale au cœur de nos décisions

L'enjeu du développement durable dans sa triple dimension : sociale, économique, écologique doit être notre préoccupation permanente et transversale.

Chacune de nos décisions doit être prise sous ce triple regard dans nos décisions propres (construction ou amélioration du patrimoine de l'institution comme les collèges, caserne de pompiers, ...), dans la mise en œuvre de schéma de transports que dans nos relations avec nos partenaires dans le domaine économique ou d'aménagement du territoire...

De même nous ferons de l'éducation à l'environnement une priorité de nos relations avec nos concitoyens (jeunes et moins jeunes). Enfin, nous mènerons ce combat dans ce qui ne sera pas dans nos champs de compétence directe mais ou nous avons des choses à dire pour peser sur des décisions : éolien, photovoltaïque, émission de gaz carbonique.

X La démocratie de proximité

Notre politique devra se vivre dans la proximité, aussi nous développerons des outils de participation citoyenne pour permettre à chacun de participer à la vie locale : institutionnalisation de « Journées cantonales » (réunions avec les élu-e-s et habitant-e-s d'un territoire), réunions de commissions citoyennes dans le cadre des préparations budgétaires, création d'espaces de dialogue et de co-construction (type forum citoyens) afin de rendre à la parole citoyenne toute sa place dans la construction des politiques publiques.

X Il faut réduire l'endettement de la Meuse

Il faut dès à présent réduire cet endettement, sans faire exploser la fiscalité et sans toucher aux services rendus aux plus faibles de nos concitoyens. Pour cela nous donnons les priorités suivantes, confirmant la baisse de certains investissements, notamment si le Gouvernement ne tient ses engagements pour le financement des missions transférées.

X Bure et GIP :

Déchets nucléaires : un laboratoire et après ?

Nos exigences sur la réversibilité qu'aura à définir le parlement (rendez-vous 2015 selon l'actuel calendrier) : permettre aux générations futures, sans limitation dans le temps, de décider en fonction de l'évolution de la science. Aucune décision irrémédiable ne doit être prise en 2015, alors que, de plus, les résultats des travaux du laboratoire ne seront pas menés à leur terme (échéance 2030).

Nous nous engageons à soutenir le CLIS pour qu'il puisse véritablement jouer son rôle d'observateur et de force de proposition en toute indépendance.

Et les fonds du G.I.P. ?

Pour nous, socialistes, cet accompagnement économique (30 millions d'euros par an) ne doit pas se cantonner au rôle de budget annexe du Conseil général ; il doit être compris comme une « taxe du labo », et non pas comme une compensation de l'Etat, dont le produit servira à développer l'attractivité du territoire et à favoriser la création d'emplois.

X Face à la Politique de mémoire actuelle : Mémoire, Histoire, Patrimoine et Avenir

Pour préparer l'avenir, nous devons allier Mémoire, Histoire et Patrimoine afin que demain la Meuse redevienne une destination touristique qui se développe, au plus grand bénéfice des meusiens.

L'outil Mission Histoire doit donc continuer, en maîtrisant ses implications budgétaires et en partenariat avec les territoires. La politique de mémoire n'est pas une fin en soi, mais doit permettre de structurer l'offre, de préparer la pérennisation des actions au-delà du centenaire et au service des territoires.

X La politique de l'emploi est une politique nationale,

mais nous devons prendre nos responsabilités face à nos concitoyens. Toutes nos politiques auront un objectif : permettre le développement de l'emploi pérenne et durable dans notre département. C'est une exigence de solidarité, c'est une exigence d'efficacité.

✓ Les solidarités : actes de développement partagé

Nous défendrons les solidarités, bases qui nous apparaissent indispensables pour développer les valeurs du vivre ensemble sur tous les territoires, afin de s'opposer au dogme de l'égoïsme et de l'individualité.

Aussi nous proposons l'accès aux droits fondamentaux à tous les meusiens.

X Pour les Publics en difficulté

Par un suivi personnalisé et une aide à la mobilité pour tous. Nous accompagnerons les 18/25 ans en difficulté, sans qualification, par une aide de la deuxième chance avec une allocation formation-emploi.

X Handicap

Nous mettrons en œuvre un nouveau schéma départemental d'accueil des personnes handicapées pour développer l'hébergement dans tous les secteurs (enfance, ado, adultes...).

X Personnes âgées

- Pour un maintien à domicile plébiscité par tous, des services de qualité avec des personnels qualifiés et une qualité de vie

et de solidarité, nous travaillerons avec les associations pour revoir les coûts et actualiser le montant des prises en charges.

- Afin d'augmenter les conditions d'accueil et accompagner le maintien à domicile, nous proposerons d'adapter les types d'hébergements en proximité des besoins, en complémentarité des accueils existants et avec une mise en réseau des services (administratifs, personnels de soins, animation...).
- Nous accélérons l'humanisation des maisons de retraite en améliorant les moyens en personnel, en matériel et en locaux adaptés.

X Nous apporterons un soutien aux équipements d'accueil de la petite enfance

Nous travaillerons en lien permanent avec le Conseil régional qui a fait de la jeunesse, un des axes de son mandat, en mobilisant nos compétences.

✓ Investir pour développer l'attractivité de la Meuse

Rendre le département attractif et valoriser le cadre de vie

X Tourisme, espaces naturels, Madine

- Nous mettrons en place un label « éco²-tourisme » (éco² pour économique & écologique)
- Nous aiderons au développement de la filiale touristique (OTSI, sites) et hôtelière afin que la Meuse ne soit pas seulement Verdun et la Première guerre mondiale.
- Nous développerons une mise en réseau efficace et une politique de circuit en lien avec les départements voisins.
- Nous voulons développer des sites touristiques, à la fois pour les loisirs culturels et sportifs, mais aussi sur les lieux chargés d'Histoire ainsi que le projet de parc naturel régional d'Argonne.
- Nous accélérerons le développement des vélo-route voies vertes, notamment le long de la vallée de la Meuse, et en créant un système d'irrigation des autres secteurs touristiques du département.

X TIC

En liaison avec les opérateurs, nous devons permettre à tous l'accès à la téléphonie mobile, au haut débit internet, à la TNT, et préparer le déploiement de la fibre optique.

X Economie

Les politiques nationales récentes visent à détruire les moyens d'action des Conseils Généraux. Les domaines de l'économie et de l'emploi, n'appartenant pas aux compétences obligatoires du Département, sont dans les premières victimes des coupes sombres rendues nécessaires par les difficultés financières. Il faut donc se battre, y compris devant les tribunaux, pour obtenir l'argent que doit l'Etat et maintenir une véritable décentralisation.

X Petites entreprises :

Quelques propositions de dispositifs :

- Conseiller les très petites entreprises en matière de Ressources Humaines, afin de favoriser l'emploi ;
- Aider à l'accueil des entreprises dans les zones d'activité qui sont actuellement en somnolence

- Créer des avances remboursables et des prêts d'honneur départementaux, afin d'apporter des fonds propres aux entreprises en création - reprise - développement ou à des projets de développement de PME (pour créer ou maintenir de l'emploi)
- Aider au maintien des commerces et services en milieu rural.

X Agriculture

Les aides à l'agriculture devront être très majoritairement orientées vers le maintien de l'émergence d'une agriculture familiale, diversifiée et de qualité et respectueuse de l'environnement.

L'agriculture biologique doit être soutenue pour compenser l'injustice dont elle est scandaleusement frappée par le gouvernement, et en accompagnant les circuits courts.

X Transports, Nous nous engageons à :

- Aide à la mise en place de guichets uniques (centralisation des dossiers de demandes de subvention) au service des structures publiques et des particuliers : entreprises, associations, aides individuelles)
- Nous mènerons le combat politique pour défendre une meilleure répartition de l'offre des soins dans notre territoire et par une mise en réseau pertinente avec les centres hospitaliers par exemple tant pour la formation que pour la télé santé ou le développement des réseaux de soin.
- Appuyer la lutte pour améliorer la desserte TGV de Bar le Duc et une meilleure desserte de toutes les gares de la Meuse, en appuyant le conseil régional dans ses initiatives
- La gare TGV - Meuse - Voie sacrée met les voyageurs à 1 heure de Paris, il est essentiel de développer les horaires et les moyens d'accès.
- Améliorer le réseau routier, en augmentant la praticabilité des grands axes (RN 135, Voie sacrée, axe Stenay, Neufchâteau, RN4) mais aussi en développant des axes transversaux.



✓ Bien vivre ensemble et s'épanouir en Meuse

X Transports scolaires

L'objectif est de rétablir la gratuité des transports scolaires et d'assouplir certaines règles actuelles trop rigides. Mais il ne faut pas envisager des transports démentiels pour les élèves très éloignés des lieux de formation. Les accueils en internat doivent être encouragés et valorisés.

Nous rétablirons la participation du Conseil général aux frais de transport des activités pédagogiques.

X Vie associative

Nous apporterons une aide financière aux projets des associations et à leur fonctionnement par la signature de conventions pluri-annuelles, notamment dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la culture.

X Habitat

L'habitat est un réel atout pour la Meuse. S'il s'en donne les moyens, le département pourrait offrir des conditions d'habitat défiant toutes concurrences et partant de là, accueillir des populations nouvelles.

Le conseil général doit notamment :

- Accompagner les bailleurs sociaux pour faire évoluer l'habitat social : adaptation aux besoins des personnes âgées/handicapées, réduire les charges locatives (économie d'énergies) dans le sens de la protection de l'environnement.
- Favoriser la réhabilitation des logements en milieu rural.



Vos 14 candidats pour changer de majorité



Et ceux qui nous soutiennent, les conseillers généraux élus de 2008 à 2014 :



Alain VERNEAU
Conseiller général
de Commercy



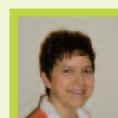
Christian PONSIGNON
Conseiller général
de Clermont en Argonne



Roland JEHANNIN
Conseiller général
de Darville



Pierre BURGAIN
Conseiller général
de Revigny sur Ormain



Diana ANDRÉ
Conseiller général
de Bar-le-Duc Sud



Roger BEAUVEROIS
Conseiller général
de Ligny en Barrois



Guy NAVET
Conseiller général
de Verdun Est